Le site mémoriel de Buchenwald*

SONIA COMBE
Institut des Sciences sociales du Politique,
Université de Paris Ouest Nanterre-La Défense

Le paysage n'a sans doute guère changé depuis la libération du camp, le 11 avril 1945, par les blindés de l'armée américaine. À la sortie de Weimar-Kulturbahnhof, appellation désormais officielle de la gare, on peut descendre l'avenue droit devant soi et enchaîner la visite des maisons de Goethe et de Schiller, puis passer devant la statue de Herder avant de rejoindre le musée où se trouve la galerie Cranach, à l'entrée du bois de la ville, lequel mène directement à la villégiature de Goethe – sans oublier le détour par le musée du Bauhaus, juste en face de l'opéra –, ou bien prendre directement à droite de Weimar-Kulturbahnhof et parcourir les huit à dix kilomètres à travers les hêtres qui séparent la gare de l'ancien camp de concentration. Un bus y conduit toutes les heures. Pour les autres destinations, davantage prisées, les bus se succèdent toutes les dix minutes. Ces huit à dix kilomètres sont ceux qu'ont parcourus les prisonniers expédiés pour déblayer Weimar lorsque la ville fut bombardée ; ce sont ceux que contournèrent les « marches de la mort » quand les SS voulurent évacuer le camp ; ce sont ceux que les notables de Weimar effectuèrent lorsque les Américains les contraignirent à venir voir ce dont ils avaient voulu ignorer l'existence et qu'ils franchirent le bâtiment d'entrée. Ici, point de « Arbeit macht frei », mais un « Jedem das Seine », à chacun son dû, surmonte la grille sous laquelle passèrent, pendant près de huit ans, 250 000 détenus.

Le site mémoriel de Buchenwald fut dès la chute du Mur l'objet de remaniements. Un an plus tard, son réaménagement faisait déjà partie des priorités de l'Allemagne réunifiée. À l'instar de celle de la Zwingergalerie, à Dresde, et du château de Sans-souci de Potsdam, sa préservation était inscrite dans le traité d'unification, mais les collaborateurs du mémorial avaient eux-mêmes entrepris une révision de la conception du site dès l'automne 1989. L'une de leurs premières initiatives fut l'ouverture d'une exposition sur le *Speziallager Nr 2*, dans lequel les Soviétiques avaient interné des

(*) Notre dernière visite a été effectuée les 29 et 30 octobre 2012. Je remercie Harry Stein, historien et conservateur du mémorial, pour notre entretien et sa grande disponibilité.

© Sonia Combe, juillet 2011.

prisonniers jusqu'en 1950 et dont la RDA n'avait pas mentionné l'existence. D'autres thèmes, également délaissés ou peu mis en valeur par la RDA, firent immédiatement l'objet de nouvelles présentations : les victimes juives, les Roms et les Sintis, les homosexuels, les témoins de Jéhovah. Il s'agissait des principales lacunes dont les collaborateurs du camp-musée avaient une claire conscience. Mais le changement de régime allait entraîner un profond changement de discours sur la mémoire qui ne se contenterait pas d'ajouts. De nouveaux dispositifs scénographiques allaient très vite le traduire et, en 1999, un mémorial entièrement « revu et corrigé » pouvait être inauguré. La comparaison avec les précédents aménagements témoigne du changement de perspective opéré, mais au-delà, d'une rupture d'interprétation. Pour être conforme à l'évolution des travaux de l'historiographie post-communiste sur la RDA, liée à la fois à la consultation de nouveaux documents et à la volonté de se démarquer du récit officiel de la RDA, cette rupture n'en soulève pas moins à son tour certains questionnements. On rappellera brièvement la genèse de l'histoire du camp (1937-1945), puis celle du site de la RDA (1950-1989) et enfin celle du nouveau mémorial issu de la réunification de l'Allemagne.

Crée en juillet 1937, le camp de concentration de Buchenwald fut l'un des plus grands camps situés sur le sol allemand. À la suite de Dachau, près de Munich, puis de Sachsenhausen, près de Berlin, il accueillit tout d'abord les opposants au 3e Reich. À la fin de la guerre, il comprenait 136 camps extérieurs. Buchenwald resta longtemps le symbole de la barbarie nazie avant que la distinction entre les camps d'extermination, situés en Pologne, soit établie. Tandis que le nom d'Auschwitz peut être aujourd'hui entendu comme la métaphore de l'expérience génocidaire, Buchenwald reste celle

© Sonia Combe, juillet 2011.

de l'expérience concentrationnaire. Si l'on mourut à Buchenwald et dans les camps qui lui étaient adjoints, ce ne fut pas dans des chambres à gaz pratiquant la mort industrielle. On y mourut de froid, de faim, d'épuisement au travail, de coups, des suites d'expérimentations médicales, de tortures. On a recensé aujourd'hui près de 56 000 morts. On a pu aussi y survivre, mais la mortalité y fut si importante qu'en 1940 on y construisit un four crématoire. Buchenwald s'inscrivit très vite dans les mémoires grâce au tout premier ouvrage sur les camps nazis, paru à l'automne 1946, *Der SS-Staat*, de l'ancien détenu autrichien, Eugen Kogon, devenu et resté ouvrage de référence[1]. En langue française deux autres ouvrages majeurs lui succédèrent : *L'univers concentrationnaire*, de David Rousset (1946), et *L'espèce humaine*, de Robert Antelme (1947). Tous deux avaient survécu à Buchenwald ou dans des commandos de travail de Buchenwald. En 1985 Marguerite Duras devait consacrer un livre au rapatriement du second, *La douleur*. D'autre part, c'est à Buchenwald que fut concentré, dès ses origines, le plus grand nombre de prisonniers politiques, essentiellement des communistes et des sociaux-démocrates, ces derniers cependant en moins grand nombre. En 1943-1944, plus de 20 000 prisonniers français arrivèrent, dont des cadres du Parti communiste et de la résistance, notamment Marcel Paul, ce qui explique la place importante qu'occupa Buchenwald dans la politique mémorielle dominante d'après-guerre du Parti communiste français.

(1) Eugen Kogon, *Der SS-Staat*, Frankfurt, Europäische Verlagsanstalt, 1946. On compte à l'heure actuelle quarante-deux éditions. Il a été publié pour la première fois en français en 1947 par La jeune Parque, sous le titre *L'enfer organisé. Le système des camps de concentration*.

© Sonia Combe, juillet 2011.

UN NON-LIEU

Quoique les survivants de Buchenwald aient immédiatement dressé un obélisque en bois à la mémoire de leurs camarades morts dans le camp et prêté serment le 19 avril 1945 de poursuivre « le combat jusqu'à ce que le dernier des coupables comparaisse devant les tribunaux des peuples », à l'exception de la *Glockenturm* (tour des cloches) construite en 1952, jusqu'à l'inauguration du mémorial national (*Die Nationale Mahn-und Gedenkstätte*) en 1958, ce sont essentiellement des plaques commémoratives qui avaient été apposées : à la mémoire de Ernst Thälmann, responsable du Parti communiste allemand (KPD) assassiné le 18 août 1944, à celle des 8 483 prisonniers de guerre soviétiques exécutés d'une balle dans la nuque en 1941, ou encore à la mémoire des victimes du pogrome de novembre 1938 (la « nuit de cristal ») et du camp spécial juif, pour citer les principales. Buchenwald ne s'était pas imposé à l'esprit des dirigeants est-allemands comme lieu du souvenir. Au contraire, et pour deux raisons : la première fut la continuité du lieu comme camp, puisque les forces d'occupation soviétiques y regroupèrent, de 1945 à 1950, les opposants au nouveau régime, principalement des fonctionnaires du parti nazi (NSDAP) ; ensuite parce les dirigeants de la RDA (le « groupe Ulbricht »), qui avaient passé l'exil en Union soviétique, n'étaient guère enclins à cultiver la mémoire de l'expérience concentrationnaire. Sur décision du bureau politique, tous les baraquements (la plupart en bois), dans lesquels logeaient les détenus et qu'eux-mêmes avaient construits, furent détruits au début des années 1950, après que le camp soviétique (*Spezial Lager* Nr 2) ait été fermé. Seuls demeurèrent les principaux bâtiments en dur. Dans un premier temps, le lieu fut à peine entretenu. Qui plus est, les « anciens » de Buchenwald, ces communistes qui y avaient survécu, puis

rallié le pouvoir mis en place par les Soviétiques, avaient été rapidement exclus des fonctions dirigeantes qui leur avaient été tout d'abord imparties. Rentré de Moscou, le « groupe Ulbricht » avait été confronté à une pénurie de cadres pour reconstruire la portion d'Allemagne qui allait lui échoir. À qui faire confiance si ce n'était aux rescapés des camps ? Une fois leur mission initiale accomplie (généralement dans des tâches aussi ingrates que le rétablissement de l'ordre et la mise sur pied de la nouvelle police), les « anciens » de Buchenwald connurent la disgrâce. Ils firent l'objet d'investigations sur leur comportement dans le camp. Le prétexte en fut le « Rapport Robinson », publié en octobre 1946 dans l'*American Mercury* et intitulé « Les atrocités communistes à Buchenwald ». Son auteur, Donald Robinson, historien du gouvernement militaire américain en Allemagne s'était fondé sur des témoignages de certains prisonniers sur le comportement des communistes dans le camp. À la recherche du sensationnel et annonciateur de la guerre froide qui se profilait à l'horizon, le « Rapport Robinson » allait servir la cause des dirigeants communistes est-allemands[2]. À Moscou, où ils avaient passé l'exil, ils avaient acquis cet *habitus* stalinien qui mêlait méfiance constitutive et adhésion inconditionnelle à la ligne de l'Union soviétique. Ils voyaient d'un mauvais œil ces survivants aguerris par des années de camp, potentiellement moins dociles, et qui, de surcroît, pouvaient jouir dans la population d'un certain respect, en raison de leurs années de camp, ce dont eux-mêmes étaient privés. Le « Rapport Robinson » allait servir à écarter leurs rivaux, accusés d'avoir abusé de leur pouvoir de *Kapos*[3].

On sait que Buchenwald fut le principal camp où les prisonniers politiques étaient parvenus à évincer les droit commun dans l'administration interne du camp. Trop peu nombreux pour encadrer, les SS déléguaient leur pouvoir à des prisonniers ainsi désignés « chef de bloc » (*Lägerälteste, Blockälteste, Stubendienst, etc.*) ou bien les nommaient responsables de services comme, par exemple, l'*Arbeitsstatistik* qui répartissait les prisonniers entre les différents commandos de travail. La plupart des premiers témoignages, qu'il s'agisse de celui d'Eugen Kogon, de David Rousset ou de Robert Antelme déjà cités, et plus tard, d'un autre « grand » témoin comme Jorge Semprun, s'accordent sur le fait que, dans l'ensemble, l'éviction des droit commun par les communistes pour l'obtention des postes de *kapos* eut pour effet une amélioration incontestable des conditions de (sur)vie dans le camp.

S'ils étaient parvenus à écarter leurs rivaux, les dirigeants est-allemands comprirent cependant très vite l'usage politique qui pouvait être fait de leur passé. C'est la raison pour laquelle Buchenwald allait quelques années plus tard devenir l'autel de la « religion antifasciste » sur laquelle le parti au pouvoir choisit d'asseoir la légitimation du « Premier État des ouvriers et des paysans sur le sol allemand ».

(2) Cf. Lutz Niethammer (dir.), *Der « gesäuberte » Antifaschismus. Die SED und die roten Kapos von Buchenwald*, Berlin, Akademie-Verlag, 1994.

(3) Terme nazi, vraisemblablement une contraction de « Kameradschaftspolizei » (et non, comme on le dit parfois de *Capo*, chef en italien) les *Kapos* sont ceux qui participent à tous les échelons à l'auto-administration du camp.

HOMMAGE AUX HÉROS

La décision de faire de Buchenwald un camp-musée visait un double objectif : d'abord, celui de conforter la version officielle d'une Allemagne héritière de la « bonne » Allemagne, celle qui avait combattu Hitler, soit un message adressé à la population ; ensuite, celui de souligner par comparaison l'absence de mémorial en référence au passé nazi en Allemagne de l'Ouest. Il y avait une autre raison : la demande des « anciens » de Buchenwald, malgré la disgrâce dans laquelle la plupart étaient tombés, pour qu'un tel lieu soit créé. À titre d'exemple, la détermination de l'écrivain Bruno Apitz, survivant du camp, à publier son roman *Nackt unter Wölfen* (1958), qui a pu être analysée comme la volonté de réhabiliter ses camarades, reflète également ce désir des « anciens » de Buchenwald[4].

Inspiré d'un fait réel, le sauvetage d'un enfant juif âgé de trois ans et demi par les communistes, le projet de ce roman proposé à l'origine comme scénario d'un film puis comme œuvre de fiction fut à plusieurs reprises rejeté. Lorsqu'Apitz trouva enfin un éditeur, ce dernier devait le prévenir de ne pas escompter le succès, les lecteurs en ayant assez des histoires de camps. C'était en 1956. Pour s'appuyer sur un fait réel, le roman n'en avait pas moins pris des libertés avec la réalité. De surcroît, il allait devoir passer sous les fourches caudines de l'*imprimatur* (autorités délivrant les autorisations de publication)[5] et Apitz dut introduire des correctifs qui allaient davantage encore éloigner le roman de la réalité. Il avait cependant gagné sur l'essentiel : à travers l'action de prisonniers communistes émus par la vue d'un enfant aussi jeune et placés devant le choix moral de le sauver au risque de mettre en péril l'insurrection qu'ils préparaient, c'est l'humanisme de ces hommes qui était ainsi mis en avant. Revalorisant la mémoire de ses camarades, Apitz permettait par la même occasion aux dirigeants de souligner l'humanisme des communistes mis à mal par les récents événements : intervention des Soviétiques le 17 juin 1953 contre le soulèvement des ouvriers de la Stalin-Allee à Berlin, puis à Budapest, à l'automne 1956, peu après que, dans son rapport au 20e congrès du PCUS, Khrouchtchev eût révélé les crimes de Staline. Si ce roman, traduit en français sous le titre *Nu parmi les loups*, fut publié la même année que l'inauguration du camp-musée de Buchenwald, c'est dû en partie à une rencontre d'intérêts. Une rencontre d'intérêts qui allait en faire le roman du « roman national » et de son héros, l'enfant sauvé, comme nous le verrons ultérieurement, la « victime » de la déconstruction entreprise après la réunification. Érigé à la gloire des communistes qui avaient évidemment la part belle dans la scénographie et le narratif de l'exposition, le camp-musée de Buchenwald avait installé en bonne place l'histoire de l'enfant inspirée, pour les besoins de la narration, de l'imagination de Bruno Apitz : une plaque signalait l'endroit où il aurait été caché, parmi des sacs, dans

(4) Cf. à ce sujet la postface de l'historienne Susanne Handke à la réédition de *Nackte unter Wölfen,* Berlin, Aufbau, 2012.

(5) *Ibid*.

l'entrepôt des vêtements. Quoiqu'Apitz ait écrit un roman et non un livre d'histoire, La fiction l'avait emporté sur la réalité, mais il est également vrai que ce n'est que des années plus tard que le témoignage du père de l'enfant, retrouvé en Israël, aurait pu permettre de reconstituer la réalité. Il n'en fut cependant tenu aucun compte et le témoignage du père, partiellement publié, fut même l'objet de coupures dès lors qu'il contredisait la version romanesque du sauvetage[6].

Parmi les plaques commémoratives, outre celles déjà mentionnées et installées au tout début des années 1950, on trouve celle du *Revier* (infirmerie) où furent pratiquées des expérimentations médicales, mais où, aussi, se serait organisée la résistance :

> **Au terme d'âpres luttes contre les pratiques des médecins SS, les antifascistes affectés à ce service parvinrent à élargir les maigres possibilités d'assistance médicale pour leurs camarades, sauvant la vie à nombre d'entre eux. Par d'habiles manipulations[7], ils réussirent à mettre un certain nombre de détenus menacés de mort hors de portée des fascistes. Le Comité international clandestin du camp se réunissait à l'infirmerie[8].**

Confrontés à un espace vide, les scénographes allaient reconstruire la topographie du camp à partir d'allées. Il ne restait en effet que 2 miradors sur les vingt-deux qui le bornaient jadis. Ainsi « l'Allée du sang », « l'Allée des Nations » ou encore « l'Allée de la liberté ». « L'Allée du sang » conduisait de la gare spécialement construite pour acheminer les déportés à l'entrée du camp. Sept stèles, dont un côté comprenait des bas-reliefs représentant les souffrances et la lutte, l'autre, des vers de Johannes R. Becher, débouchaient sur « l'Allée des Nations ». Celle-ci reliait trois grandes fosses rondes où avaient été enterrées peu avant la fin de la guerre plusieurs milliers de victimes. Sur cette même allée se dressaient dix-huit autres stèles surmontées d'une flamme et où figurait en grandes lettres le nom des États européens dont des prisonniers étaient originaires. Enfin, « l'Allée de la liberté » débouchait sur l'imposant bâtiment du mémorial et la sculpture connue de Fritz Cremer : un groupe de détenus, décharnés, mais combatifs. À l'instar d'Apitz, qui avait dû revoir plusieurs fois sa copie, Cremer s'était vu dans l'obligation de présenter plusieurs projets avant que sa sculpture reçoive l'aval du Parti. On voit que le camp de Buchenwald revêtait cette double fonction que Reinhart Koselleck attribuait aux monuments aux morts : « (...) : « celle de poursuivre l'écriture de l'histoire des vainqueurs de manière à en faire les protecteurs des vaincus

(6) L'historien britannique, Bill Niven, a consacré une étude à l'histoire de celui qu'on appelait en RDA « l'enfant de Buchenwald », *The Buchenwald Child : truth, fiction and propaganda,* Rochester, NY, Camden House, 2007. D'autre part, le témoignage du père de l'enfant, Zacharias Zweig, fait à Yad Vashem en 1961, a été publié en allemand sous le titre *Mein Vater, was machst du hier ?*, Frankfurt/Main, Dipa-Verlag, 1987. Stefan Jerzy Zweig l'a l'intégré à son ouvrage *Tränen allein genügen nicht*, Eigenverlag (édition à compte d'auteur), 2005.

(7) Ces « habiles manipulations » étaient les échanges de noms, le nom d'un mort étant attribué à un vivant condamné à un « transport » et qui ainsi y échappait.

(8) Buchenwald. Visite du mémorial national. Autor : Bodo Ritscher. Dietz-Verlag. Brochure distribuée en RDA pour accompagner la visite.

et à faire oublier l'ancien statut de ces derniers. À ce point que même le mémorial placé au centre du camp de Buchenwald – œuvre de Cremer – prend pour terme la survie, et non la mort de masse[9]. » Non seulement la survie, mais le combat, celui des antifascistes que la RDA était censée poursuivre.

La scénographie du camp-musée/mémorial de Buchenwald, remodelée sans changement significatif jusqu'au milieu des années 1980, constitua le berceau de la « religion d'État » en laquelle les dirigeants est-allemands avaient transformé la mémoire du combat antifasciste. Une « religion d'État » et non un « mythe », car ce terme, souvent employé, engendre la confusion entre le discours et la pratique, entre l'instrumentalisation d'un fait et le fait lui-même. Le combat que menèrent les antifascistes contre le nazisme ne fut pas un mythe. Une religion comprend une doctrine, des dogmes, un rituel et une liturgie. On se rend en effet en « pèlerinage » à Buchenwald (c'est le terme que l'on trouve par exemple dans la brochure destinée à guider le visiteur : « Nous empruntons ensuite l'Allée de la liberté qui débouche sur la Place des pèlerinages »), public captif, les écoles s'y bousculent, les dirigeants viennent y tenir leurs discours commémoratifs, les délégations étrangères s'y succèdent. Destinée à rendre hommage au combat et aux combattants, la scénographie du camp-musée de Buchenwald érigé par la RDA s'achève sur une sorte de « happy end », point culminant de l'héroïsme ici célébré : la libération des prisonniers par eux-mêmes : « En moins de huit ans, 250 000 personnes y furent déportées, torturées et martyrisées. Pour plus de 65 000 d'entre eux, ce fut la dernière étape d'une vie souvent bien courte. Toutefois, Buchenwald n'est pas uniquement associé à la souffrance et à la mort. Les antifascistes de nombreux pays poursuivirent la lutte derrière les barbelés en formant une solide communauté de résistance et finirent par se libérer de leurs bourreaux le 11 avril 1945, » pouvait-on ainsi lire dans le matériel pédagogique affiché et distribué dans l'exposition permanente du camp10. Les 21 000 survivants devaient leur vie, disait-on, à l'action du comité international clandestin, constitué de représentants de toutes les nations, mais dont le noyau directeur était formé de communistes allemands.

HOMMAGE AUX VICTIMES

En septembre 1991, le ministère de Thuringe pour l'éducation, la science et l'art, nomma une commission d'historiens qui reçut des recommandations explicites :

– la nouvelle conception devait prendre en compte le camp nazi et le camp soviétique ;

– L'accent devait être mis sur le camp de concentration nazi ;

– les deux lieux devaient être distincts ;

– la conception du mémorial par la RDA et sa fonction politique devait être explicitée ;

(9) Reinhart Koselleck, *L'Expérience de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1997 p. 148.

(10) Brochure intitulée *Buchenwald. Visite du Mémorial national*, déjà citée.

– le lieu devait changer de nom et cesser de s'appeler « Nationale Mahn-und Gedenkstätten Buchenwald » pour devenir simplement « Gedenkstätte Buchenwald[11].

Ce changement de nom, apparemment anodin, affichait cependant une volonté de rupture avec l'ancienne conception. La suppression de l'adjectif « national » par lequel la RDA avait affirmé son caractère de « nation » s'imposait après la réunification. Mais ce changement montrait surtout qu'il ne saurait y avoir de continuité entre les différents dispositifs et objectifs muséaux. Le nouveau directeur, un historien diplômé de l'université d'Oldenburg (RFA) nommé en 1994, Volkhard Knigge, l'énonçait de façon non équivoque lorsqu'il exposait les remaniements, à la fois dans son discours du 24 octobre 1999 devant le Landtag de Thuringe, à l'occasion de l'ouverture d'une nouvelle version de l'exposition permanente, comme dans le catalogue qui l'accompagnait[12] :

> **Le mémorial inauguré ici par la RDA en 1958 fut d'emblée conçu moins comme un lieu de souvenirs et de mémoire que comme un mémorial national. C'est ce mémorial que Buchenwald devait légitimer. L'accent mis sur la résistance communiste fut l'instrument de cette légitimation. Certes, par comparaison avec d'autres camps, la résistance dominée par les communistes y fut bien organisée et assez forte, mais jamais la description de ce que la RDA appelait globalement « les résistants antifascistes et les patriotes » n'a été équitable. Ont été masqués ceux poursuivis en raison de l'antisémitisme et du racisme biologique – les Juifs, les Sintis et les Roms –, ont été masqués ceux frappés de l'exclusion de la « Volksgemeinschaft », les soi-disant paresseux, asociaux, ceux qui troublaient soi-disant l'ordre, les homosexuels – pour ne rien dire des témoins de Jéhovah, des 20 000 femmes qui durent accomplir un travail d'esclaves dans les industries des camps extérieurs. [...]**

Armée de la volonté de se démarquer de l'ancien site du camp, la nouvelle direction a entrepris en vingt ans un gigantesque travail d'exhumation de traces, de reconstitution de parties de bâtiment, d'apposition de nouvelles plaques, de re-signalisation et réactualisation des expositions existantes. Que ce soit à l'extérieur ou à l'intérieur de l'exposition permanente, les victimes négligées par la RDA ont trouvé la place qui ne leur avait pas été accordée. Entre 1993 et 2006, six nouveaux monuments ou plaques commémoratives ont été adjoints : un mémorial juif (1993), un monument commémoratif à la mémoire des Sintis et Roms (1995), une plaque commémorative à la mémoire des objecteurs de conscience et des déserteurs de la Wehrmacht (2001), une plaque commémorative à la mémoire des témoins de Jéhovah

(11) Avant d'être rebaptisé « Gedenkstätten Buchenwald und Mittelbau-Dora, le mémorial ayant pris en charge en 1994 l'aménagement de ce camp qui dépendait de Buchenwald et où les détenus fabriquaient dans des conditions de travail le plus souvent mortelles la fameuse arme V2.

(12) *Die Neukonzeption der Gedenstätte Buchenwald*, édité par la Fondation Gedenkstätten Buchenwald und Mittelbau-Dora, 2001. La nouvelle direction (et son conseil d'administration) a été entièrement constituée d'historiens de RFA.

(2002), un monument commémoratif à la mémoire du « Petit camp[13] » (2002), une plaque commémorative à la mémoire des « détenus au triangle rose[14] » (2006).

Les autres victimes, celles du régime soviétique, font, conformément aux recommandations, l'objet d'une exposition géographiquement distincte. Un bâtiment d'environ 300 mètres carrés fut construit à leur intention, à l'écart du camp « intérieur », quoique les prisonniers aient été parqués dans les baraques des détenus avant leur destruction. Cet éloignement suggère le refus de mettre les victimes sur le même plan, sans pour autant oublier les secondes. De 1945, dès que les troupes américaines cédèrent la place aux unités de l'Armée rouge, et jusqu'à la fermeture du camp, quelques mois après la création de la RDA, le 7 octobre 1949, environ 28 500 personnes furent internées à Buchenwald sans jugement. La plupart d'entre elles avaient appartenu au parti nazi (NSDAP) à différents échelons. Une minorité de prisonniers s'y trouvait par hasard et y connut le même sort : l'abandon total à eux-mêmes. 7 100 personnes ont ainsi péri. C'est le témoignage suivant, signé Robert Zeiler et livré en 1991, qui accueille le visiteur :

> **Je ne veux pas laisser entendre que les Russes avaient prévu la mort de tant de personnes. Je pense plutôt que cela leur était égal. Ici meurt l'ennemi juré. On pourrait déduire l'attitude des forces d'occupation des millions de morts de la Seconde Guerre mondiale, mais cela ne justifie pas une nouvelle injustice. Et pourtant je m'élève contre toute tentative de mettre le camp d'avant 1945 et celui d'après 1945 sur le même plan [...]. Dans ce dernier camp, on n'a pas tourmenté, battu, ni tiré sur les prisonniers.**

Dans l'ancien secteur des SS, ce sont les vestiges de la gare du camp, des parties de la Kommandantur, et même la fosse aux ours du zoo installée pour la distraction des familles des SS, les fondations des écuries où les prisonniers soviétiques furent assassinés, ou encore des bâtiments sur le chemin de la carrière qui ont été dégagés, exhumés, redécouverts, reconstitués (ainsi le « Petit camp »). Ces travaux se poursuivent et servent de terrain à des activités pédagogiques fortement encouragées par la direction du mémorial.

Tandis que la visite de l'extérieur nécessite deux à trois heures, c'est pratiquement le même temps qu'exige l'exposition permanente. Située comme auparavant dans l'entrepôt des vêtements, elle porte sur l'histoire du camp, de 1937 à sa libération. Elle se déroule sur deux niveaux et occupe une surface de 1 600 mètres carrés. Elle est incontestablement plus riche en documents (archives reproduites, archives orales, filmiques et iconographie) que l'ancienne exposition de la RDA. Sans doute pour

(13) Le « Petit camp » où étaient parqués en quarantaine les nouveaux arrivants, notamment lorsqu'affluèrent les prisonniers à l'automne 1944, puis après la libération d'Auschwitz, était considéré comme le mouroir de Buchenwald.

(14) Les homosexuels.

des raisons financières, le facteur économique ayant pu jouer un rôle en RDA. Mais il existe d'autres raisons : en dehors de documents délibérément écartés, car non conformes aux objectifs et au message qu'entendait délivrer l'exposition permanente de la RDA, le mémorial est-allemand se trouvait privé comme tous les autres musées (et comme tous les chercheurs) des archives que l'*International Tracing Service* (ITS) d'Arolsen n'a consenti à ouvrir que récemment, au terme de négociations ardues et peu connues du grand public15. Or, c'est à cet organisme géré par la Croix rouge internationale que les Alliés avaient versé les archives des camps de concentration qu'ils avaient libérés ou découverts. Pour préparer la nouvelle exposition inaugurée en 1999, les collaborateurs du mémorial se sont donc rendus au *United States Holocaust Memorial Museum*, à Washington, à *Yad Vashem*, à Jérusalem ou encore au Centre de documentation juive contemporaine (Mémorial de la Shoah) à Paris – autant de voyages impensables du temps de la RDA.

Déplaçant le regard sur la souffrance des victimes, la nouvelle exposition se distingue forcément de l'ancienne par la personnalisation. À l'instar de ce qui a été fait avec la liste des victimes de la Shoah, un *Totenbuch* (livre des morts)[16] a également été réalisé. L'Histoire cède le pas à l'histoire individuelle. La nouvelle scénographie et les cartels qui l'accompagnent montrent des individus, peu les groupes politiques. Tandis que l'exposition de RDA parlait essentiellement des « antifascistes », entendant ainsi les communistes, et sélectionnant soigneusement ceux qui avaient droit à une exposition individuelle (Ernst Thälmann, par exemple), tandis qu'elle se concentrait sur le rôle du KPD puis du comité international constitué en 1943 sous sa direction (*International LagerKomitee*), on trouve aujourd'hui rarement le mot « communiste » : il n'y est question que de « prisonniers politiques ». Si la résistance dans le camp est évoquée (sobrement et brièvement), la légende de la libération du camp par les communistes est naturellement mise à mal. À juste titre, mais sans que ne soit véritablement souligné ce fait historique et unique dans l'histoire des camps, à savoir qu'une insurrection avait pu être prévue et préparée dans le camp de concentration de Buchenwald. À une exagération du narratif est-allemand a succédé, semble-t-il, une réduction de la réalité.

Le souci de se démarquer du récit est-allemand trouve une illustration particulière dans le traitement de l'histoire de l'enfant de Buchenwald déjà mentionnée, et popularisée par le roman de Bruno Apitz. Ce dernier avait fait du petit Stefan Jerzy Zweig le seul enfant du camp. Or, ce sont près de 900 enfants que les Américains recensèrent à la libération de Buchenwald, ainsi que le mentionnait d'ailleurs l'historiographie est-allemande. Stefan Jerzy était assurément le plus jeune, d'où la

(15) C'est un article publié dans le *New York Times* le 20 février 2006 (« U.S. – German Flare Up Over Vast Nazi Camps Archives ») qui a aidé à mettre en lumière l'obstacle que constituait pour la recherche la fermeture des archives d'Arolsen. Depuis 2008, ces fonds sont en partie plus accessibles.

(16) Ce « Totenbuch » comprend 38 000 noms. Il a été publié sous forme numérique en 2010.

compassion qu'il inspira. Les autres étaient des adolescents. Alors que l'histoire de son sauvetage avait été surexposée par le récit est-allemand, elle a été « rétrogradée » dans l'exposition principale au point que le nom de l'enfant n'est plus cité : est simplement mentionnée la présence de 900 enfants à la libération du camp « dont le plus jeune n'avait que quatre ans. » Le rôle des communistes disparaît également : le panneau relatant l'action du pédagogue Willy Hammann, dans le sauvetage des enfants de Buchenwald, omet de préciser que Hammann était communiste et qu'il ne put réaliser ce sauvetage que grâce au soutien des autres communistes. Par-delà la nécessité évidente de combler des lacunes et de restituer des vérités établies, la conception post-communiste suggère, par ces deux points, qu'il s'agisse du traitement de l'histoire de « l'enfant de Buchenwald » ou du rôle des communistes, le souci de prendre le contre-pied de la version est-allemande de l'histoire du camp.

UN RETOUR DE BALANCIER

La commission d'historiens avait reçu comme consigne de « faire apparaître dans un contexte plus large [...] les prémices et l'histoire politique du National-Mahn und Gedenkstätte de la RDA de 1950 à 1990, son aménagement par la RDA, son utilisation à des fins de propagande d'État et son instrumentalisation politique. »

Une exposition, dans le bâtiment de l'ancien mémorial, près de la *Glockenturm*, est en effet dédiée à la critique de la version est-allemande de l'histoire de Buchenwald. Les principales « légendes » (*Leitmotive der Buchenwald Erinnerung*) y sont déconstruites : de celle autour de Ernst Thälmann, chef du KPD, à celle de la libération du camp par les prisonniers eux-mêmes, en passant par le sauvetage de « l'enfant de Buchenwald », Stefan Jerzy Zweig. S'il est certain que Thälmann n'a pas été le personnage historique qu'en avait fait le SED (personnage sans caractère et docile, il n'avait pas l'étoffe des héros) et s'il est certain que Buchenwald fut libéré par la 3e armée américaine, on reste en revanche surpris par la focalisation sur la découverte des conditions de la survie de « l'enfant de Buchenwald » (qui, là, retrouve son identité). De nombreux survivants ont dû, comme lui, la vie à la pratique de l'échange : leur nom a pu être rayé *in extremis* d'une liste pour un transport vers Auschwitz, ou vers un commando de travail à Dora, ce qui signifiait aussi la mort. Il est regrettable qu'à cette occasion, la nouvelle exposition n'ait pas davantage mis l'accent sur ces aspects de la « zone grise » dans les camps. Braquer les projecteurs sur le cas de Stefan Jerzy Zweig revient à continuer à en faire un cas unique, comme l'avait fait Apitz – à cette différence près qu'Apitz écrivait un roman et qu'il pouvait prétendre à la liberté de création. Après avoir été exploitée par le récit propagandiste est-allemand, l'histoire de Stefan Jerzy Zweig l'est à nouveau dans la déconstruction de ce récit. L'éclipse des communistes, plus précisément du vocable, pose également problème. Si la RDA choisit Buchenwald comme berceau de son récit fondateur, de préférence à Sachsenhausen ou à Ravensbrück (camp de femmes), également situés sur son territoire, c'est parce qu'elle partait d'une réalité, la forte présence de communistes. Elle-même avait préféré le terme d'« antifascistes »,

sans doute dans un souci œcuménique de circonstances qui ne trompait pas. Pour des raisons opposées, la conception actuelle a recours à un procédé identique. On ne trouve les communistes que sous le terme « politiquement correct » de *politische Häftlinge*, prisonniers politiques. Après avoir été surévaluée, leur présence manque désormais de visibilité.

Il n'est pas de nation sans mythe fondateur. Toute identité nationale se construit autour de récits simplificateurs et linéaires (l'histoire « homogène et lisse » de Walter Benjamin) destinés à créer un sentiment d'appartenance. Telle était la fonction de la mise en valeur des actes héroïques des antifascistes dans le site mémoriel de la RDA. Buchenwald avait vocation de musée national où s'affichait le monopole du régime sur son histoire fondatrice[17]. Une version de l'histoire avait été figée dans un musée, à l'exclusion de toute « contre mémoire » ou autre mémoire. Avec la priorité accordée aux victimes de l'histoire, c'est un changement de perspective qui a été opéré à partir de 1990. Ce changement correspond à un *mainstream*. On le retrouve dans pratiquement tous les dispositifs muséaux du monde post-communiste qui, par ce déplacement de regard, prennent modèle sur les musées concernant l'Holocauste, qu'il s'agisse de Yad Vashem ou de l'Holocaust Museum de Washington. Mais là où la personnalisation s'impose (les Juifs ont été persécutés comme individus, parce que Juifs), elle devient plus problématique dans un camp comme Buchenwald qui a accueilli essentiellement des groupes politiques ou sociaux (communistes, sociaux-démocrates, homosexuels, opposants chrétiens, etc.) et dont l'histoire de la persécution doit être inscrite dans celle du groupe d'appartenance. Ce changement de perspective est naturellement à relier à la volonté de dépolitisation qui a permis – et c'est le grand acquis du site actuel de Buchenwald – d'exhumer des pages d'histoire mal ou peu explorées, qu'il s'agisse de la persécution des Roms ou des homosexuels, pratiquement jamais évoqués (contrairement aux Juifs, qui le furent quoique peu) et du *Speziallager*. L'exhumation de ce camp où les Soviétiques ont abandonné à eux-mêmes et laissé mourir de faim des prisonniers devrait d'ailleurs encourager l'étude des camps de prisonniers allemands à la fin de la guerre dans les autres zones d'occupation ou en France[18].

Revers de la médaille, l'individualisation et la dépolitisation ont pour conséquence une rupture d'interprétation. Quoique destiné à légitimer l'existence de la RDA, le camp-musée de Buchenwald se devait d'intégrer la dimension internationaliste du combat antifasciste. Or le changement de perspective s'est fait au prix d'un sacrifice biographique générationnel important (la génération étant ici entendue au sens du sociologue Karl Mannheim). Il a conduit à une révision de l'histoire qui tend à

(17) L'historiographie allemande actuelle déconstruit également les mythes fondateurs de l'identité ouest-allemande (qu'il s'agisse du « miracle économique » ou des légendes d'une Wehrmacht qui n'aurait pas participé aux massacres de masse, ou encore de diplomates qui se seraient tenus à l'écart du régime nazi.)

(18) On mentionnera ici l'ouvrage qui vient d'être publié sous la direction d'Anne-Marie Pathé et Fabien Théofilakis, *La Captivité de guerre au XXe siècle. Des archives, des histoires, des mémoires*. Armand Colin/ Ministère de la Défense, 2012, qui ouvre le champ des recherches sur ce sujet.

relativiser un combat, au risque d'introduire une fracture dans l'histoire européenne : l'antifascisme comme expérience partagée avec les Républicains espagnols, les combattants contre Hitler et l'Italie de Mussolini et au-delà, pourrait cesser de constituer un héritage européen. La question se pose alors : dans quelle mesure l'actuel site de Buchenwald, dont le taux de fréquentation[19] montre qu'il reste un lieu de « tourisme mémoriel » important, pourrait-il contribuer à la transmission d'une mémoire fondatrice d'une identité européenne ? La nouvelle conception prévue pour les septante ans de la libération du camp, en 2015, devra en tenir compte.

(19) Estimé à 267 000 en 1990, le nombre de visiteurs a atteint 600 000 personnes en 2000 et resterait stable depuis.